



Paris 1

Les dangers du rapport Attali et de la logique Allègre.

- Introduction de capitaux privés dans les universités : " les universités devront contribuer à la création d'entreprise et à leur développement. Pour cela, elles devront (...) organiser des entreprises en leur sein" (rapport Attali) ; "création de services d'activités industrielles et commerciales dans les universités" (article 4 du projet de loi sur l'innovation)

=> risque de main-mise des entreprises sur les programmes et les conditions d'étude

- Abandon des filières "non rentables" : "les [sciences humaines] , sans objectif systématiquement opérationnel, constituent le complément indispensable des études professionnelles scientifiques, économiques, médicales ou juridiques". (rapport Attali)

=> sciences humaines transformées en options

- Mise en place de 8 pôles dits d'excellence proposant de régionaliser enseignement et recherche : "dans une carte universitaire nouvelle, la France pourra être divisée en huit grandes "Provinces", dans lesquelles émergeront quelques ensembles d'excellence que l'on nommera Pôles Universitaires d'Excellence (...) tous pourront être comparés" (rapport Attali)

=> concurrence des universités d'une région à l'autre et casse du cadre national des diplômes.

- Financement à 50% par les régions : "un investissement à parité entre l'Etat et les différentes collectivités territoriales" (plan U3M)

=> disparité budgétaire entre les régions : région riche/région pauvre, vote du budget dépendant dans certaines régions du FN.

- Sélection accrue en 3ème cycle : "Une fraction limitée des titulaires de la licence s'engagera dans une voie spécifiquement centrée sur la recherche, en vue de la rédaction d'une thèse" (rapport Attali)

- Non validité permanente des diplômes universitaires : " les établissements d'enseignement supérieur doivent devenir ou redevenir des centres à part entière de formation continue." (rapport Attali)

=> obligation de revalider ses diplômes à intervalles réguliers.

Face à cette attaque du service public
d'enseignement supérieur, mobilisons-nous
et manifestons mardi 15 décembre 14h30,
Denfert-Rochereau



Paris 1

Une réforme OUI...mais celle des étudiants !

Alors que le mouvement actuel s'enracine et cherche un nouveau souffle, le statu quo est impossible et une réforme de l'Université s'impose. La construction européenne des savoirs doit donner des perspectives positives à nos formations et à nos droits.

L'enseignement supérieur doit changer !

Parce que nous sommes tous concernés par les carences du système universitaire actuel, rassemblons-nous pour l'élaboration d'une vraie réforme, fruit de nos aspirations et besoins communs quantifiés sur le terrain.

Nos propositions à soumettre à l'ensemble des étudiants :

- exigeons une augmentation du nombre d'enseignants à l'Université afin que nos conditions d'études soient meilleures au sein de TD à effectifs réduits.
- exigeons la hausse des postes à pourvoir aux concours CAPES/Agreg, l'enseignement étant le principal débouché des étudiants en Sciences humaines. De plus cette hausse irait dans le sens des revendications lycéennes du mois d'octobre.
- exigeons un cadre national des diplômes et l'élaboration d'une harmonisation européenne par le haut.
- le Plan Social Etudiant d'Allègre nous semble insuffisant. Celui-ci doit être élaboré par l'ensemble des étudiants, sur des critères sociaux à redéfinir, afin qu'au moins 50% des étudiants bénéficient d'une bourse pour vivre et étudier dans des conditions décentes.
- le lien Université-entreprise, s'il semble nécessaire, doit être d'abord réfléchi par la communauté universitaire dans son ensemble. Celle-ci pourrait définir une charte régissant les interactions au niveau pédagogique (filières, stages...), mais excluant tout financement privé des structures universitaires.